Subject Files Regarding Organization

1/2

C/ORG/000 - Mr. Dorsinville's and Mr. Gardiner's N.Y. Correspondence

09/01/1963 - 27/08/1963

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

clear - NK

UN ARCHIVES
SERIES S-0730
BOX 1
FILE 2
ACC. DAG-13/1.6.1.0

C/ORG 000

UNITED NATIONS NATIONS UNIES

INTEROFFICE MEMORANDUM

TO: Mr. Max H. Dorsinville
Officer-in-Charge, ONUC

Date: 27 August 1963

FILE NO.:

THROUGH:

Recu le SEP 3 1963

FROM: R.J. Bunche, Under-Secretary
for Special Political Affairs

SUBJECT: Your memorandum of 14 August 1963 concerning Kabare

1. I assume the Gardiner-Adoula agreement is the one reported in G-164 of 17 January 1963, which involved a somewhat different situation.

2. Since Adoula says that he is handling the matter, I would be inclined to suggest that we keep out of it for the time being.

3. I note, moreover, that we have no troops in the area, except for 30 Nigerian Police in Bukavu. I would therefore not think it advisable to encourage the Congolese authorities to assume that we would assist them in effecting the arrest in circumstances where this may result in unrest among the senator's followers.

4. In the areas where the Congolese have taken over responsibility for law and order, they should get used to exercising it unassisted as far as possible.

RJB

C/ORG 000

UNITED NATIONS NATIONS UNIES

INTEROFFICE MEMORANDUM

TO: Mr. Max Dorsinville
Officer in Charge, ONUC, Léopoldville

Date: 26 August 1963

FILE NO.:

THROUGH:

Recu le 29-8-63

FROM: Ralph J. Bunche
Under-Secretary for Special Political Affairs

SUBJECT: Conclusions of Draft Report to the Security Council

..... As indicated in our clear cable 5474, I forward herewith, for your comments, the revised version of the Conclusions of the Secretary-General's draft Report to the Security Council.

RJB

C/ORG 000
X, C/ADM 630

Sir A. McFarquhar, Director, Bureau of Personnel,
New York
Max H. Dorsinville, Officer-in-Charge, ONUC,
Leopoldville

Claim against ONUC

The Tunisian Chargé d'Affaires came to see me last week regarding a claim for further remuneration from ONUC by Brigadier Khemais Mahjoub Bellaouar, who was employed as police inspector from 14 November 1961 until 16 January 1963.

I have written to the Chargé d'Affires informing him that Mr. Bellaouar's claim should be sent directly to New York. Please find
. . . copy of my letter attached.

C/DRG 000

CONFIDENTIAL

26 August 1963

To: U Thant, Secretary-General, United Nations, New York

From: Max H. Dorsinville, Officer-in-Charge, ONUC

Subject: Current Political Situation in Léopoldville - Strike Threat for 26 August 1963

... Further to my cables D-398 and D-399, I attach copies of the documentation we have received bearing on the situation in Leopoldville as it has developed in the past few days.

The course of the negotiations and the background to the dispute are set out in Annex 1, which contains a communiqué published on Saturday 24 August by the Ministry of Information, as well as an official compte-rendu of the positions of the two parties to the negotiations. Annex 2, containing the press release published by the trade unions, has been the subject of some dispute, centering mainly on the language used in the last paragraph where the unions speak of their "victory". The Public Administration Minister made the emendations that appear on the text before permitting the release to be broadcast. The call to the workers to return to work on Monday 26 August has been respected, according to the information available to us at midday, 26 August.

As I have mentioned in previous communications on this subject, the strike threat by the unions also provoked a considerable amount of concomitant activity on the part of some elements who hoped to use the current unrest as a peg for a more thorough-going protest against the Government (Annex 3,

an appeal to the soldiers of the ANC, which was distributed over the weekend, seems clearly to derive from such sources). A union spokesman dissociated the unions from these agitators in a public statement made on Friday. In the event, these activities seem to have been ineffectual.

C/ORG 000

24 August 1963

To: U Thant, Secretary-General, United Nations, New York

From: Max H. Dorsinville, Officer-in-Charge, ONUC

I am transmitting for your information the attached text of a broadcast made on Thursday, 22 August by the Central Government Minister of Public Administration M. Aloïs Kabangi in connection with the dispute between civil servants and the Central Government which we have outlined in previous communications to you.

To be attached to the memo

of 24 August 24 août 73

MINISTERE DE L'INFORMATION

CABINET DU MINISTRE.

COMMUNIQUE.

Le Conseil des Ministres d'aujourd'hui sous la présidence de Monsieur O. ABDULLA, Premier Ministre a entendu le rapport du Ministre de la Fonction publique sur les résultats des conversations engagées entre lui-même au nom du Gouvernement et les Dirigeants des Organisations syndicales.

A l'issue de l'examen de ce compte-rendu, le Conseil a approuvé à l'unanimité la ~~[illegible]~~ proposition suivante à laquelle ont abouti ces contacts, ~~[illegible]~~ proposition acceptée par les 5 Syndicats comme une base de solution souhaitable :

" OUVRIR IMMEDIATEMENT UNE NEGOCIATION SUR LES POINTS PRECIS
" DE DESACCORD, ET ASSOCIER STRICTEMENT LES SYNDICATS A LA RE-
" VISION DU STATUT, AINSI QU'A L'ELABORATION DE CES MESURES
" D'APPLICATION, ~~[illegible]~~

LE MINISTRE

Compte-rendu des contacts
pris entre le Ministre de la Fonction Publique
au nom du Gouvernement, et les Dirigeants des
Organisations Syndicales.

Ce compte-rendu comporte 2 parties :

- Exposé des positions initiales
- Conclusions auxquelles ont abouti les contacts.

I.- Positions initiales :

A) positions des Syndicats :

Les Organisations syndicales AFIC, CSLC, FGTK et UCSI estiment qu'une négociation est possible, moyennant les conditions préalables suivantes :

1°) Suspension immédiate par le Gouvernement de l'application du statut, sous la forme d'une Ordonnance abrogeant " transitoirement" le statut du 13-7-63, jugé illégal pour les raisons ci-après :

a)- Violation des règles de compétence en matière d'élaboration du statut, l'Article 247 donnant compétence au Parlement en la matière ;

b)- Violation du statut syndical qui prescrit la consultation préalable des organisations représentatives du personnel et requiert une convocation annuelle du conseil supérieur de consultation syndicale lequel n'a pas été réuni depuis 1961 ;

c)- Violation des règles de publication stipulant la nullité de plein droit d'un texte non publié endéans les 30 jours de sa signature.

2°) Convocation immédiate du Conseil Supérieur de Consultation Syndicale en vue de l'élaboration d'un nouveau statut.

3°-)Détermination immédiate du taux de l'index du coût de la vie et rattachement du barème de salaires publics à l'évolution de ce index.

4°) Publication immédiate par le Gouvernement d'une déclaration portant acceptation des trois conditions préalables examinées ci-dessus.

L'U.T.C., pour sa part, estime qu'il y a lieu, dans une première étape, de procéder à une étude approfondie du texte incriminé, d'en dégager les points précis de divergence, et de rechercher un accord sur ces points, avant de décider des mesures extrêmes qui ne seraient opportunes qu'en cas d'échec des pourparlers.

B) Position du porte-parole du Gouvernement :

1°)Il n'est pas possible de suspendre l'application du statut pour des raisons de droit et de fait :

.../...

a) en droit, parce que, d'une part, la promulgation du statut par le Chef de l'Etat emporte le caractère obligatoire de sa publication et que d'autre que, l'abrogation provisoire d'une texte est une chose irréalisable en droit : une abrogation est, par essence, définitive.

b) en fait, parce que cette publication n'étant pas encore intervenue, une suspension d'application est sans objet jusqu'au jour où cette publication est effective.

2°) Du reste, il est inexact de soutenir que le statut est entaché d'illégalité, pour la triple raison que :

a) L'Article 247 dispose expressément que le Chef de l'Etat est précisément la seul autorité investie du pouvoir statutaire à l'égard des Agents de l'Etat.

b) Le préalable d'une consultation syndicale a été respecté, étant donné que les organisations intéressées ont participé à l'élaboration du projet, et que cette consultation a, en droit, pour seul objet de recueillir un avis ne liant nuculement l'autorité compétente.

c) La formalité de publication n'est nulle part requise endéans un délai de 30 jours à partir de sa signature.

3°)La seule procédure valable et efficace en vue d'une solution du problème est que les Syndicats déterminent d'eux-mêmes de manière précise les dispositions statutaires sur lesquelles portent leurs revendications et qu'ils souhaiteraient voir soumis à une négociation avec le Gouvernement.

4°)D'ores et déjà, le Gouvernement est d'accord pour garantir que toutes les organisations syndicales seront associées à la fois aux travaux de révision éventuelle des dispositions statutaires faisant l'objet de négociations et aux travaux d'élaboration des mesures d'application du statut.

D'ailleurs le Service de Législation appelé à donner son avis en cours de séance sur les points de droits soulevés ci-dessus, a formulé les opinions résumées dans la note ci-jointe.

III.- Conclusions de l'entrevue :

Après avoir entendu l'exposé de la position des syndicats, celui du porte-parole gouvernemental, et les avis autorisés du Conseiller Juridique sur le caractère légal ou illégal du statut, les participants à l'entrevue ont abouti aux conclusions suivantes :

1°)La proposition consistant à ouvrir immédiatement une négociation sur les points précis de désaccord, et à associer étroitement les syndicats à la révision du statut, ainsi qu'à l'élaboration de ces mesures d'application, est acceptée par les 5 syndicats comme une base de solution souhaitable.

2°) Toutefois l'APIC, la C.S.L.C. la F.G.T.K. et la U.C.S.L. demandent que leur position initiale soit également prise en considération, et soumise au Conseil des Ministres.

.../...

3°) Les deux propositions seront donc consignées dans un compte rendu commun, le Conseil des Ministres étant appelé à apprécier en dernier ressort sur la base de tous les éléments en présence.

4°) L'adoption par le Conseil des Ministres de l'une ou l'autre des propositions règle définitivement le problème qui oppose les syndicats au Gouvernement. c'est - à - dire que cela constituerait une base valable de négociation.

5°) Le Conseil des Ministres est prié de communiquer de toute urgence sa décision aux organisations syndicales.

Fait à Léopoldville, le 24/Aoû. 1963.

Pour la C.S.L.C.

Pour la F.G.T.K.

Pour l'A.P.I.C.

Pour la U.C.S.L.

Pour l'U.T.C.

Le Ministre de la Fonction Publique.

C/ ORG 000

23 August 1963

To: U Thant, Secretary-General, United Nations, New York

From: Max H. Dorsinville, Officer-in-Charge, ONUC

.... With reference to my cable D-390, I enclose herewith the original of the letter No. 2262 of 22 August 1963 from the Prime Minister regarding the U.N. force in the Congo.

ORG 000

22 August 3

To: U Thant, Secretary-General, United Nations, New York

From: Max H. Dorsinville, Officer-in-Charge, ONUC

Subject: Broadcast by Foreign Minister

.... I transmit herewith for your information a translation of a broadcast given on 19 August in Leopoldville by Congo Foreign Minister Mabika-Kalanda relating to the recent bombing incidents in Brussels which were directed against Congolese residents.

BROADCAST BY CONGO FOREIGN MINISTER, MR. MABIKA-KALANDA

ON BRUSSELS INCIDENTS

At its meeting on 19 August 1963 the Council of Ministers has studied the situation created in Belgium as a result of the criminal acts carried out by reactionary Belgian circles against our fellow citizens living in Belgium.

As a result of this meeting the Government feels bound to make it known that public opinion in the Congo is profoundly indignant at these events. In the space of a few days a series of acts of violence have taken place directed against Congolese students in Belgium. On 27 July a hand-grenade exploded in the Maison Africain in Brussels, causing considerable damage. Saturday, 16 August, two grenades were thrown into the Wangata Bar, which is run by a Congolese and largely frequented by Congolese, and caused injuries to 41 persons, of whom 24 are in a dangerous condition. Among these victims two young persons have had their legs amputated. Twenty-four hours later another grenade exploded in the letter-box of the Maison Africain. All these acts show clearly that an anti-Congolese movement is taking shape in Belgium under the influence of disorderly elements. These acts of vandalism are taking place precisely at the moment when a climate of understanding and of reconciliation has just reappeared. It is regrettable that irresponsible fascist elements are jeopardizing this newly rediscovered friendship and, indeed, the patient and arduous work that the Congolese Delegation, together with the Belgian Government, has just accomplished towards removing the last difficulties in the road to friendship between Belgium and the Congo.

The people of the Congo has no animosity against the Belgian people. On the contrary, we are striving to remove such causes of conflict and of enmity as may still remain, but in view of the repetition of these acts, and the fact that in all three cases the attacks were directed against Congolese students, the Government of the Congo is forced to see political implications between these acts. The Government of the Congo protests vigorously against these acts of vandalism and savagery. We protest vigorously against the inhuman treatment which reactionary elements are inflicting on our students in Belgium. It is for this reason that we are making an appeal to the Belgian Government, and are inviting it to take all measures to assure the security of Congolese residing in Belgium.

We demand that everything be done in order to put an end to these fascist misdeeds and to punish those responsible for them in an exemplary manner.

CONFIDENTIAL 22 August 1963

To: U Thant, Secretary-General, United Nations, New York

From: Max H. Dorsinville, Officer-in-Charge, ONUC

Subject: Report on Sixth Ordinary Session of the Congolese Parliament

... I enclose herewith a report on the Sixth Ordinary Session of the Congolese Parliament. It lists the important legislation passed during this Session and also outlines the most recent developments with regard to the new provinces.

C/BEG 000

UNITED NATIONS NATIONS UNIES

INTEROFFICE MEMORANDUM

TO: Mr. Max H. Dorsinville
Officer-in-Charge, ONUC

Date: 20 August 1963

FILE NO.:

FROM: B.E. Urquhart
Principal Officer, OUSSPA

SUBJECT:

..... The enclosed copy of a letter dated 8 August 1963 addressed to Interior Minister J. Maboti by certain Bahumbu chiefs, protesting the neutralization of the city of Leopoldville, is transmitted to you for your information. It does not seem to call for action from this end.

Gaskeck
Air Mail Bond
MADE IN U.S.A.

Léopoldville, le 8 Août 1963

Objet:

Protestations contre la neutralisation de la ville de Léopoldville.

1) BCY
2) CS
3) RGB

- Transmis copie pour information à :-
Son Excellence Monsieur Joseph Kasa-Vubu, Président de la République du Congo à Léo;

Son Excellence Monsieur Cyrille Adoula, Président du Conseil Congolais à Léo;

Son Excellence Monsieur Alexandre Mahamba, Ministre de Terres, mines et énergies du Gouvernement Central du Congo à Léo;

Monsieur U - Thant, Secrétaire général des Nations-Unies à New-York
U S A

Monsieur Joseph Maboti,
Ministre de l'Intérieur du Gouvernement Central de la République du Congo à Léo.

Excellence,

Nous soussignés Lubasa Jean, Tenda Emmanuel, Nkoa André, Buduka Emmanuel, Ngutula Joseph et Dinkuta Emmanuel, membres représentants du clan Mpanzu Malua Malemba de tribu Bahumbu, propriétaire foncier du terrain de la ville de Léopoldville et de ses zones annexes, avons l'honneur de venir très respectueusement auprès de votre haute personnalité vous exposer le cas ci-après :-

Nous vous informons avec amertume et régret qu'en date du 26 juillet 1963, le bureau territorial de Selembao, préalablement installé par le gouvernement provincial du Kongo Central a été brutalement et illégalement fermé par desgendarmes relevant de l'autorité directe du gouvernement central. Nous, en tant que, comme dejà dit plus haut, propriétaires authentiques et légitimes du terrain de la ville de Léopoldville, protestons énergiquement auprès de votre haute autorité contre ces agissements barbares qui ne font et qui ne feront que compromettre les bonnes relations entre les peuples et les hommes dans la construction de notre très chère Patrie qu'est le Congo et demandons par voie de conséquence :-

I° - qu'une enquête très honnête soit menée sansdélai dansle but de déterminer les saboteurs et les usurpateurs du droit du peuple Bahumbu.

2° - que la prétendue signature visant à la neutralisation de la ville de Léopoldville soit retirée purement et simplement et cela sans aucune condition et demandons qué dansle cas contraire la neutralisation de toutes les villes et les grands centres se trouvant sur toute l'étendue de la République du Congo et cela dans un délai le plus bref possible.

3° - que les limites entre le terrain confié au gouvernement central et celui appartenant au gouvernement provincial du Kongo Central soient bien déterminées en conséquence afin d'éviter de pareils massacres insensés dans un avenir très proche.

Serait-il important de rappeler par la présente que le peuple Bahumbu ne peut tolérer et ne tolérera jamais au grand jamais des actes de barbarie, de sabotage et de discrétion dont il est objet et vous tient seul responsable dansle cas où ses cris visant à faire entendre ses droits les plus légitimes sur le terrain de la ville de Léopoldville ne seront pas entendus et respectés, et il se décidera, croyez-le bien, en dernier ressort à faire respecter par tous les moyens appropriés ses droits et comptera prendre des mesures même les plus extrêmes qui s'imposeront en conséquence.

Dans l'espoir d'une position très clairvoyante et d'une suite favorable à nos droits les plus chers et les sacrés, nous vous prions, Excellence, de bien vouloir croire à nos sentiments de très haute considération et de franche collaboration.

Que vive à jamais la République du Congo,
Que vive à jamais le respect de droit de tous les peuples, clans congolais dans ce Congo libre, indépendant et démocratique.

Lubasa Jean

Tenda Emmanuel

Nkoa André A

Buduka Emmanuel Buduka Emmanuel

Ngutula Joseph Ngutula joseph

Dinkuta Emmanuel Dinkuta Emmanuel

C/ORG 000

JS/rs

19 August 1963.

To: Mr. George Lansky
Acting Chief, Field Operations Service

From: Carey Seward
Chief Administrative Officer, ONUC

Subject: Mr. P. Le Harivel

We have recently received a letter from Mr. Victor Nendaka, Chief of the Surete Nationale, concerning Mr. Le Harivel, copy of which is attached.

I am sure that you will agree with our view that we cannot accept such a decision. I understand that Mr. Le Harivel during his stay in the Congo had the full confidence of Mr. Bamboko, now Minister of Justice, as well as the other Congolese authorities.

I am given to understand that the reason for such a letter might have been a conversation between Mr. Nendaka, Mr. Gardiner and Mr. Le Harivel during which Mr. Nendaka made some comments and Mr. Le Harivel answered in a way that the Chief of the Surete Nationale did not like.

We intend to answer this letter but would like first to have your views on it. You might get in touch with the Economic Commission for Africa on this matter not only to get Mr. Gardiner's views but also to warn them, ~~but~~ that for the time being at least they should not send Mr. Le Harivel to the Congo in order to avoid any unpleasant incident.

I hope that, thanks to yours and ECA's help, we will be in a position to clarify the matter with the Chief of the Surete Nationale.

c.c. Mr Gorge

ROUTING SLIP

TO

MR. GORÉ

	APPROVAL		NOTE AND RETURN
	SEE ME, PLEASE		YOUR COMMENTS
	YOUR SIGNATURE	✓	YOUR INFORMATION
	NOTE AND FILE		FOR ACTION

DATE	FROM
20.8.63	MR SCHOELLKOPF

REPUBLIQUE DU CONGO

ADMINISTRATION
DE LA SURETE NATIONALE

Léopoldville, le 29 Juillet 196

(1) N° 05/00/ /M.31.-

AUG 1 4 1963
ACTION
TO
1
2
3
4
A

Réf. n° :

Annexe :

Objet : Dossier LE MARIVEL
Technicien O.N.U.C.

A Monsieur le Chef des Opérations
Civiles de l'O.N.U.C.
C/o Building " LE ROYAL "

A LEOPOLDVILLE/KALINA.-

Monsieur le Chef des Opérations Civiles,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que Monsieur LE MARIVEL, Technicien O.N.U.C. qui fut attaché à la Direction de l'Assistance Technique au Ministère des Affaires Etrangères ne peut plus revenir au Congo.-

En effet, l'intéressé au cours de son séjour dans la République s'est entr'autre signalé par un sentiment peu correct à l'égard du peuple congolais voire des autorités de ce pays.-

J'interdis par conséquent le retour de ce Technicien sur le territoire de la République du Congo.-

Veuillez agréer, Monsieur le Chef des Opérations Civiles, l'assurance de ma considération très distinguée.-

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DE LA SURETE NATIONALE.

Victor NENDAKA.

(1) Rappeler dans la réponse la date et le numéro.

Mil. 05-6.

ROUTING SLIP

TO

MR. GORGÉ

	APPROVAL		NOTE AND RETURN
	SEE ME, PLEASE		YOUR COMMENTS
	YOUR SIGNATURE		YOUR INFORMATION
	NOTE AND FILE		FOR ACTION

YOU WANTED TO PREPARE A JOINT CABLE TO N.Y. PLEASE SEE REMARKS IN INK ON THE ATTACHED MESSAGE.

Herewith draft memo

Ainsley Jackman
16.VIII

DATE 16 AUG

FROM FC

C/ORG 000

17 August 3

TO : U Thant, Secretary-General, United Nations, New York

FROM : Max H. Dorsinville, Officer-in-Charge, ONUC, Leopoldville
Maj. Gen. Kaldager, Force Commander, ONUC

SUBJECT : ANC Military Operation at Kasenga, Katanga Province
August 10 - 11, 1963

We should like to transmit to you below a detailed report on the military operation carried out by the Armée Nationale Congolaise in the Kasenga area of Katanga. This report is based directly upon a situation report forwarded to ONUC by a member of the Military Information staff who visited Kasenga with Colonel Bobozo, ANC Commander for the Katanga area and the Belgian Consul at Elisabethville on Monday, 12 August, remaining for three days.

Kasenga is described as being a town of 10,000 population, including approximately 30 European families, of whom the majority are of Greek nationality. There are about ten general stores, one hotel and a few bars. The main occupation of the townspeople is fishing, with the Greeks acting as the middlemen who transport the fish for sale to Elisabethville. The town is a territorial seat with its district administrator in Elisabethville, and being off the main road between Albertville and Elisabethville has, in the words of the ONUC observer, "never before heard shooting."

The recent affair seems to have had its origin in the arrival, about three weeks ago, of a number of former Katanga gendarmes under the command of Lt. Pius, who had been "integrated" into the National Army, was on the ANC payroll, and regularly collected his pay at Camp Massart. During a visit to Kasenga, the then South Katanga Minister of the Interior was forced to pay approximately 50 of these ex-gendarmes. When the news spread, another fifty appeared in the town. As numbers increased, the ex-gendarmes became bolder and began to loot stores, destroyed all radios, and shot at Europeans and Africans "for amusement." (It is to be noted that the Minister of the Interior subsequently denied, in Elisabethville, having paid the ex-gendarmes.)

The ANC operation was known of beforehand by the ex-gendarmes, and they prepared their resistance. The first action was a bazooka ambush by 15 ex-gendarmes forty kilometers south of Kasenga. Lt. Okama, officer commanding No. 1 Company of the 2nd ANC Battalion put in a platoon attack at this point and another further on. There were

.../...

no casualties here. The ONUC observer saw the roadblock and other evidence of the battle. A company from the 12th ANC Battalion then captured this point, and set up two attacks which resulted in the death of about 7 gendarmes. The companies spent the night of Sunday, 11 August, on the outskirts of Kasenga to avoid a night action in the town. On Sunday morning No. 1 Coy of the 3rd Commando Battalion entered the town without a shot. Lt. Pius was captured in a village north of Kasenga on the same day.

The African population of Kasenga had fled to Rhodesia and into the bush about a week before the arrival of the ANC, while the Europeans remained locked in their houses afraid to come out. During the search of the town on Sunday, there was isolated looting by ANC soldiers. "Horrible atrocities" by ANC soldiers were reported to the party that arrived on Monday, but investigation disclosed only minor looting of empty stores, and some of those believed guilty were already under arrest. Col. Bobozo spoke in strong terms to each ANC company about the need for discipline. He also met the Rhodesian administrator who promised to reassure the 2,000 refugees on his side of the river. The ONUC observer decided to remain in Kasenga to maintain the confidence of the Belgians, and made it clear to them that there was no possibility that UN forces would be sent to Kasenga.

In the next few days the European population did its best to make friends with the ANC officers, inviting them for drinks and meals in various homes. However, there are still signs of uneasiness among the Belgians. Our observer also visited Rhodesia with Comdt. Mkelani to see the administrator, the military authorities and the local chief in order to urge them to reassure the refugees. Stores in Kasenga were reopened the next day, and trucks were sent to bring back families from the bush. The population is slowly returning to the town, and the territorial administrator and the Chef de Poste are cooperating fully. A football match between the ANC and the police was scheduled for 15 August to emphasize the return to peace. No arms are carried by soldiers off duty, and troops must be in bivouac by 1900 hours.

The ONUC observer returned to Elisabethville on the morning of 15 August on one of the first commercial fish trucks to leave Kasenga in three weeks. To reassure the drivers, the ANC provided an escort. He has assessed the situation at Kasenga as being good, with the ANC trying hard to restore a "business as usual" atmosphere. However, some slackening of discipline may be foreseen as life returns to normal and the soldiers begin to tire of the restrictions presently in force.

CJ/ mm

ORGANISATION DES NATIONS UNIES AU CONGO

UNITED NATIONS ORGANIZATION IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

17 August 1963

To: U Thant, United Nations Secretary General
From: Max H. Dorsinville, Officer-in-Charge, ONUC
Maj. Gen. Kaldagger, Force Commander, "
ANC

August 10 - 14, 1963.

Subject: ~~Mil~~ Military Operation at Kasenga, Katanga Province

~~Further to~~ Reference [illegible]

We transmit to you below a detailed report on the ~~operation~~ military operation carried out by the Armee Nationale Congolaise in the Kasenga area of Katanga. This report is based directly upon a situation report forwarded to ONUC by a member of the Military Information staff who visited Kasenga ~~Monday~~ ~~from Monday 12 August~~ ~~in company~~ with Col. Bobozo, ANC Commander for the Katanga area (?) and the Belgian Consul at Elisabethville on Monday 12 August, remaining for three days.

Kasenga is described as being a town of ~~about~~ 10,000 population, including approximately 30 European families, of whom the majority are of Greek nationality. There are ~~many~~ about 10 general stores, one hotel and a few bars. The main occupation of the townspeople is fishing, with the Greeks acting ~~middlemen~~ as the middlemen who transport the fish for sale to Elisabethville. The town is ~~off the main~~ ~~also~~ a territorial seat with its district administrator in Elisabethville, and being off the main road ~~between~~ between Albertville and Elisabethville has, ~~never been involved in any of the hostilities that took place in the previous~~ in the words of the ONUC observer, "never before heard shooting."

The recent affair seems to have had its origin in the arrival, about three weeks ago, of a number of ~~former~~ former ~~ex~~ Katanga gendarmes under the command of Lt. Pius, who had been "integrated" into the National Army, was on the ANC payroll, and regularly collected his pay at Camp Massart. During a visit to Kasenga, the then South Katanga Minister of the Interior was forced to pay approximately 50 of these ex-gendarmes. When the news spread, ~~other~~ another fifty appeared in the town. As numbers increased, the ex-gendarmes became bolder and began to loot stores, destroyed all radios, and shot at Europeans and Africans ~~for~~ "for amusement." (It is to be noted that the Minister of the Interior subsequently denied, in Elisabethville, having paid the ex-gendarmes.)

The ~~ex~~ ANC operation was known of beforehand by the ex-gendarmes, and they ~~were~~ prepared their re-

sistance. The first action was a bazooka ambush by 15 ex-gendarmes forty kilometers south of Kasenga. Lt. Okama, officer commanding No 1 Company of the 2nd ANC Battalion put in a platoon (?) attack at this point and another further on. There were no casualties here. The ONUC observer saw the roadblock and other evidence of the battle. A company from the 12th ANC Battalion then captured this point, and set up (?) two attacks which resulted in the death of about 7 gendarmes. The companies spent the night of Sunday 11 August on the outskirts of Kasenga to avoid a night action in the town. On Sunday morning No 1 Coy of the 3rd Commando Battalion entered the town without a shot. Lt. Pius was captured in a village north of Kasenga on the same day.

The African population of Kasenga had fled to Rhodesia and into the bush about a week before the arrival of the ANC, while the Europeans remained locked in their houses afraid to escape. During the search of the town on Sunday, there was isolated looting by ANC soldiers. "Horrible atrocities" by ANC soldiers were reported to the party that arrived on Monday, but investigation disclosed only minor looting of empty stores,/ Col. Bobozo spoke in strong terms to each ANC company about the need for discipline. He also met the Rhodesian administrator who promised to reassure the 2,000 refugees on his side of the river. The ONUC observer decided to remain in Kasenga to maintain the confidence of the Belgians, and made it clear to them that there was no possibility that UN forces would be sent to Kasenga.

/and some of those believed guilty were already under arrest./

In the next few days the European population did its best to make friends with the ANC officers, inviting them for drinks and meals in various homes. However, there are still signs of uneasiness among the Belgians. Our observer also visited Rhodesia with Comdt. Nkelani to see the admininstrator, the military authorities and the local chief in order to urge them to reassure the refugees. (2) Stores in Kasenga were reopened the next day, and trucks were sent out to bring back families from the bush. The population is slowly returning to the town, and the territorial administrator and the Chef de Poste are cooperating fully. A football match between the ANC and the police was scheduled for 15 August to emphasise the return to peace. No arms are carried by soldiers off duty, and troops must be in their bivouacs by 1900 hours.

The ONUC observer returned to Elisabethville on the morning of 15 August on one of the first commercial fish trucks to leave Kasenga in three weeks. To reassure the drivers, the ANC provided an escort. He has assessed the situation at Kasenga as being good, with the ANC trying hard to restore a "business as usual" atmosphere. However some slackening of discipline may be foreseen as life returns to normal and the soldiers begin to tire of the restrictions presently in force.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES AU CONGO

UNITED NATIONS ORGANIZATION IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

17 August 1963

From: Max H. Dorsinville, Officer-in-Charge, ONU
Maj. Gen. Kaldagger, Force Commander

VV LE0063ELI 011 UU

FF 4UC75

DE 4UC90 11/15

RECEIVED
1963 AUG 15 PM 7:03

30599

FM HQ KAT AREA

TO HQ ONUC LEO

ET

UNCLAS U/N LISTON FOR MIL INFO. SIT KASENGA AS OF 150900B.

1. POPULATION 10,000 INCL APPROX 30 EUROPEAN FAMILIES MOSTLY GREEK. 1 HOTEL, A FEW BARS AND APPROX 10 GEN STORES. NO INDUSTRY. MAIN OCCUPATION FISHING. FISH BOUGHT BY GREEKS AND TPTED TO ELI. KASENGA IS TERRITORIAL SEAT WITH DISTRICT ADMINISTRATOR IN ELI. BEING OFF MAIN ROAD AVILLE/ELI IT HAS NEVER BEFORE HEARD SHOOTING.

2. 3 WEEKS AGO EXKATGENDS ARRIVED COMD LT PIUS INTEGRATED EX-GD WHO CONTINUED TO SHOW UP AT CAMP MASSART FOR PAY. WHEN MIN OF INTERIOR SHOWED UP HE WAS FORCED TO PAY APPROX

INTEGRATED INTO CONGOLESE FORCES ON THEIR PAYROLL

CFN 150900B 1 10,000 30 1 10 2 3

DELETE

PAGE 2 4UC90 011 UNCLAS

50 EX GDY (WHICH HE DENIED IN ELI) THIS NEWS ATTRACTED 50 MORE TO TOWN. AS NUMBERS INCREASED THEY BECAME MORE BOLD. LOOTED STORES, DESTROYED ALL RADIOS, SHOT AT EUROQEANS AND LOCALS FOR AMUSEMENT.

GDY = GENDARMERY

3. ANC MOVE WAS KNOWN TO THEM AND THEY RESISTED. FIRST ACTION WAS BAZOOKA AMBUSH BY 15 GDS 40 KMS SOUTH OF KASENGA. LT OKAMA OC 1 COY 2 BN PUT IN PL ATTACK AN THIS POSN AND ONE FURTHER ON CAUSING NO CAS. I SAW ROAD BLOCK AND OTHER EVIDENCE OF BATTLE. COY FROM 12 BN THEN TOOK POINT AND SIS 2 ATTACKS CAUSING APPROX 7 GD DEAD. COYS SPENT SAT NIGHT ON OUTSKIRTS OF KASENGA TO AVOID NIGHT ACTION IN TOWN. SUN MORNING 1 CAY 3 CDO BN ENTERED TOWN WITHOUT A SHOT. LT PIUS CAPTURED IN VILLAGE NORTH OF KASENGA ON SUN DAY.

4. LOCAL POPULATION HAD BEEN IN BUSH OR RHODESIA FOR A

WEEK WHEN ANC ARRIVED. EUROPEANS REMAINED LOCKED IN HOUSES AFRAID TO FLEE. ANC INDIVIDUALS DID SOME LOOTING DURING SEARCH OF TOWN ON SUNDAY.

5. I ARRIVED MONDAY WITH COL BOBOZO AND BELG CONSUL.

CFN 50 50 3 15 40 1 2 12 2 7 1 3 4 5

DELETE

PAGE 3 4UC90 011 UNCLAS

BELGIANS TOLD US ABOUT HORRIBLE ANC ATTROCITIES. INVESTIGATION SHOWED ONLY MINOR LOOTING OF EMPTY STORES. SOME OF ACCUSED WERE ALREADY UNDER ARREST. BOBOZO SPOKE STRONGLY ABOUT DISCIPLINE TO EACH COY. HE MET RHODESIAN ADMINISTRATOR WHO PROMISED TO REASSURE 2000 REFUGEES ON HIS SIDE OF RIVER. I DECIDED TO REMAIN TO PREVENT HEART FAILURE AMONGST BELGIANS.

STORES EMPTY OF PEOPLE. THEY HAD FLED.

6. I TOLD EUROPEANS THAT UN WAS NOT COMING NO MATTER HOW MUCH THEY WHINED. THEY THEN DID THEIR BEST TO BEFRIEND ANC OFFRS. IN NEXT FEW DAYS OFFRS WERE INVITED FOR MEALS AND DRINKS IN VARIOUS HOMES. BELGIANS NOW TELLING ANC THAT THEY COULDN'T HAVE ARRIVED SOON ENOUGH. HOWEVER THEY ARE STILL UNEASY.

7. VISITED RHODESIA WITH COMDT NKELANI TO SEE ADMINISTRATOR, MILITARY, LOCAL CHIEF AND URGE REFUGEES TO REASSURE THEM. THEY OPENED THEIR STORES NEXT DAY. TRUCKS SENT INTO BUSH TO BRING BACK FAMILIES. POPULATION SLOWLY RETURNING. TERRITORIAL ADMINISTRATOR AND CHEF DE POSTE COOPERATING FULLY.

CFN 2000 6 7

DELETE

PAGE 4 4UC90 011 UNCLAS

ANC/POLICE FOOT BALL GAME SCHEDULED ON 15 AUG TO EMPHASIZE PEACEFUL SIT. NO ARMS CARRIED BY SOLDIERS OFF DUTY. MUST BE IN BIVOUAC BY 1900 HRS.

8. ON MORNING 15 AUG I RETURNED ELI WITH FIRST COMMERCIAL FISH TRUCKS TO LEAVE KASENGA IN 3 WEEKS. ANC PROVIDED ESCORT TO REASSURE DRIVERS.

9. SIT LOOKS GOOD. MAIN FACTORS ARE THAT ANC ARE TRYING HARD TO GREATE BUSINESS AS USUAL SIT AND THERE IS NO UN FOR LOCAL AGITATORS TO HIDE BEHIND. HOWEVER DISCIPLINE MAY SLACKEN OFF AS LOCAL BELLES RETURN AND SOLDIERS TIRE OF RESTRICTIONS. LET US PRAY.....

BT

CFN 15 1900 8 15 3 9

15/1815Z

NNNN

4 109

L. 114/63 15 August 1963

To : Mr. G.K.J. Amachree
Under-Secretary in charge of
Congo Civilian Operations

From : A.C. Gilpin
Acting Chief, Civilian Operations

Subject : Confidential Report by Mr. Terenzio of Unesco

Attached for your information is a report prepared by Mr. Terenzio, Chief, Unesco Mission, to his Director General in which he describes a trip which he made to Elisabethville with the Minister of Education of the Central Government, Mr. Colin.

Of the problems mentioned by Mr. Terenzio in connection with the University of Elisabethville, those concerning the building and the six Unesco professors are being discussed. The six professors are included in the project for Unesco in the programme and budget of technical assistance for the years 1964 and 1965. They would be considered as operational personnel and their cost would be borne by the Congolese Government under the present formula.

One of the purposes of the trip was to examine the immediate requirements of buildings for Elisabethville University. Mr. Palumbo, the school building architect working with the Ministry of Education and Public Works, accompanied Mr. Terenzio. The Title I Counterpart Committee will be requested to consider any building projects for the University which Mr. Palumbo recommends.

c.c. Mr. Dorsinville ✓

le 1er août 1963

CNUC/UNESCO/Memo/363

CONFIDENTIEL

A : Directeur général

De : P.C. Terenzio

Objet : CONGO

Voyage à Elisabethville

Sur la demande du Ministre résident, M. Ilée, j'ai accompagné à Elisabethville et Jadotville le Ministre de l'Education nationale en visite officielle pour trois jours.

L'accueil des autorités katangaises, et surtout de M. Ilée, a été très cordial. Il semble maintenant évident que l'attitude du Ministre résident envers l'Unesco avait été provoquée par les auteurs de la campagne déclenchée contre l'Organisation depuis le début de l'année. Cette campagne semble avoir pris fin au Congo; elle a eu toutefois un écho récent dans le "Soir" de Bruxelles. Par son amabilité, M. Ilée a tenu à me faire comprendre qu'il s'agissait d'un malentendu à oublier.

En ce qui concerne l'envoi d'un expert permanent de l'Unesco, qui siègerait à Elisabethville et dont les compétences s'étendraient aux trois provinces issues du démembrement du Katanga, j'ai l'impression qu'il convient d'agir sans précipitation. Dans le domaine de l'éducation, les autorités et l'administration du Katanga traversent une phase anti-belge qui s'est manifestée par la clôture des trois lycées dits "internationaux" et par le licenciement des conseillers, d'ailleurs fort compétents, qui siégeaient au Ministère provincial. L'administration de l'enseignement paraît de loin meilleure que dans les autres provinces et les fonctionnaires congolais ont l'impression qu'ils peuvent agir seuls.

.....

Je pense que pour le moment des visites ayant un caractère technique, de la part d'experts de la mission, suffiront et qu'il conviendra d'attendre la rentrée scolaire et ses difficultés pour voir dans quelle mesure le besoin et le désir d'un expert permanent existent vraiment.

Quant à l'Université, nous sommes dans la période de recherche tardive de candidatures par le Gouvernement et le Recteur provisoire, M. Frenkiel, et de formation de la Commission qui devrait liquider le passé et préparer le nouveau statut pour la rentrée du début d'octobre prochain.

A ce moment le nombre des étudiants passera de 240 à plus de 400 et des solutions de fortune devront être trouvées en ce qui concerne le corps académique et le logement des étudiants. Tout ceci aurait sans doute pu être évité, si en janvier dernier l'ONUC n'avait pas jugé secondaires les problèmes de l'Université.

Mon action s'est limitée à prêter mes services pour des tâches utiles : intervention auprès des Nations Unies pour la restitution de locaux et pour le prêt de six camions destinés à transporter les étudiants, bons de l'Unesco pour le matériel, conseils techniques de notre expert en constructions scolaires qui m'avait accompagné, et recherche des fonds nécessaires pour la construction des bâtiments. L'Université est splendidement équipée en matériel de physique et de chimie, moins bien pour la formation d'ingénieurs. Son campus est immense (540 hectares) et à peu près vierge de constructions, les facultés étant dispersées dans plusieurs bâtiments de la ville. Il semble que certaines possibilités existent de trouver des fonds qui permettraient de faire une oeuvre architecturale très valable, à moindre frais que Lovanium.

L'avenir de l'Université dépend à l'heure actuelle de la constitution rapide de la Commission administrative qui doit se composer d'un président et d'un membre congolais, de trois membres désignés par les Universités de Gand, Liège et Bruxelles, d'un membre désigné par la France et d'un membre désigné par les Etats-Unis. A la suite de retards administratifs, cette constitution doit se faire en période de vacances; je fais toutes les démarches possibles pour hâter les choses. Une intervention du Siège auprès des autorités françaises, si elle était jugée opportune, permettrait sans doute d'accélérer la désignation du membre français de la Commission. Je communiquerai au Siège la demande officielle concernant le consultant de l'Unesco dès le retour du Premier Ministre qui s'occupe personnellement du problème.

...../

Le Ministre de l'Education nationale a signé depuis plusieurs semaines déjà une lettre demandant à l'Unesco de consultant ainsi que six professeurs. Ces derniers tomberaient sous le coup des accords Adoula-Ansachres et pourraient donc impliquer une participation congolaise en devises pour laquelle l'approbation du Premier Ministre est nécessaire. Malgré l'époque tardive, je n'ai rien fait pour obtenir une décision rapide, car je pense qu'il est préférable d'attendre les résultats des entretiens de M. Ahmed à Washington et New-York et d'avoir une idée plus claire de l'avenir de l'ensemble des opérations civiles.

P.C. Terenzio.

cc. M. J. Guiton, ED
M. J. Chevalier, BMS
M. M. Dertigue, ED
M. A. Gaglietti, N.Y. Office
M. R. Brooks, Adjoint au Chef des Opérations civiles, ONUC

CONFIDENTIAL

14 August 1963

To: U Thant, Secretary-General, United Nations, New York

From: Max H. Dorsinville, Officer-in-Charge, ONUC, Leopoldville

Subject: Senator Alexandre KABARE

According to information received from our representative in Bukavu, the Mwami Alexandre Kabare, national senator and traditional head of the Kabare chieftaincy in North Kivu, has been causing considerable trouble in the area, systematically obstructing the course of justice with the help of a band of henchmen. His parliamentary immunity has protected him from arrest, and the State Attorney General has requested our confirmation that an agreement reached in January between Mr. Gardiner and Mr. Adoula authorising ONUC intervention in such cases still exists.

I have spoken to Mr. Adoula on the subject. His own view is that Kabare is a doubtful element, and he is going to deal with the matter - one possibility being that Kabare be recalled to Leopoldville and kept under house arrest here. Since our conversation, Kabare's activities have continued, and the provincial president, in consultation with the Attorney General, is now contemplating putting him under house arrest in Kivu.

ORG 000

14 August 3

TO : U Thant, UN Secretary-General

FROM : Max H. Dorsinville, Officer-in-Charge, ONUC

SUBJECT : Anicet KASHAMURA

... Further to my memorandum of 8 August on Mr. Kashamura, I attach a copy of the cyclostyled protest he is now circulating giving his version of his arrest at Beni.

... Encl.

J/mm

Leopoldville, le 7 août 1963. -

LETTRE DE PROTESTATION CONTRE L'ATTEINTE A LA LIBERTE INDIVIDUELLE ET PUBLIQUE AU CONGO DU DEPUTE ANICET KASHAMURA PRESIDENT DE L'U. F. P. C. (Union des Forces Populaires Congolaises)

Adressée à : l'O. N. U.
- aux Présidents du Sénat et de la Chambre ;
- et à Tous les Ambassadeurs accrédités au Congo.

Samedi 3 août me trouvant en vacances avec ma collaboratrice; Mlle Michèle ROSELLO, de nationalité française; les soldats envoyés par la Sûreté sont venus m'arrêter arbitrairement. De force, ils m'ont conduit de Beni - Bunia - Paulis - Stanleyville jusqu'à Léopoldville. Au cours de ces transferts, j'ai été moralement et physiquement maltraité, et mes biens s'élevant à des valeurs importantes ont été spoliés.

Hier 6 août, en arrivant à la plaine de Ndjili, j'ai été relâché sans explications, entretemps une milice de la sûreté est venue me présenter des excuses au nom de leur chef.

Au nom de l'UNION DES FORCES POPULAIRES CONGOLAISES, et en mon nom personnel :

1°/- je lève une énergique protestation contre les méthodes policières dont le Congo est victime, à cause d'une poignée d'indigènes qui ont pris la place d'européen, pour se constituer en une classe dangereuse ;

2°/- rends le Gouvernement congolais responsable de tout ce qui pourrait arriver à Michèle ROSELLO ;

3°/- prie les autorités de l'O. N. U. d'intervenir auprès du Gouvernement congolais pour que toutes formes de libertés soient garanties au Congo ;

4°/- demande que tous pays apportant l'assistance technique ou financière au Congo obtienne des assurances sérieuses auprès du Gouvernement congolais, dans l'usage des fonds attribués; car mon séjour à l'intérieur confirme les constatations de tout homme averti, en effet 67% du budget de l'Etat est employé pour les milices, les blousons noirs, les militaires et autres éléments luxueux au lieu d'être utilisés pour les besoins réels du pays ;

5°/- insiste pour que toutes barrières et tout contrôle des pièces d'identité soit sur les indigènes, ou les étrangers soit décommandé, conformément aux résolutions de la Chambre, en août 1961 ;

6°/- fais appel à tous les parlements, à toute personne assurant des responsabilités publiques de condamner le système du pouvoir policier actuel, pour

éviter que le Congo ne tombe encore plus sous le salzarisme.

Ces mesures sont indispensables et à exécuter rapidement pour sauver l'honneur du Congo, car jamais dans l'histoire du monde moderne, même Beria en Russie, un pays n'a été si machiavéliquement administré comme le Congo d'aujourd'hui.

Anicet KASHAMURA.

For Dr Gorgi (This is just a briefing note) ooo —

attach in the letter sent to New York on the 14 August.

Note on Kashamura affair

Anicet Kashamura, who is a member of what might be called the extreme nationalist wing of parliament, was arrested in Beni, Kivu Province, and more or less under duress returned to Leopoldville. When he arrived here two days ago, he was simply released from the "informal custody" to which he had been subjected and then, according to his story, received an apology from the military authorities for any trouble that may have been caused. It is interesting that, according to our Stanleyville representative, the soldier who escorted Kashamura at the time of his visit to UN Headquarters in Stan, was unarmed. This, plus the apology, suggests that the government is preparing a way out should there be any protest: they could always say there was a misunderstanding, somebody had exceeded his orders, etc.

BUT, Bocheley Davidson, another extreme nationalist, was put off a plane at Leopoldville ten days ago when he was leaving to make a tour of the country. He, like Kashamura, had a valid travel authorisation issued by Parliament, which indicated that he was a member of the parliament and was travelling as such.

The conclusion would seem to be that the government is determined that the "nationalists" should have no chance to campaign; the methods being used to stop them are on the face of it highly illegal. Where ONUC is engaged in the matter, I suggest, is that: (1) this kind of measure by the government is in fact a breach of the freedom of the subject, one of the liberties that UNUC is still supposed to guarantee; (2) the nationalists still have support among member countries such as Ghana, Guinea, Mali et al, and are sure to make their protests heard in these countries, with repercussions inevitably in New York. As it is likely that this kind of governmental pressure on the nationalists will continue, we might say a word in Mr. Adoula's ear, to indicate to him that we are in the picture, and to point out some of the possible reactions. Sooner or later, one can be sure, New York will be asking us questions on this subject.

A do well think so. 4

Brian Jackman
9.VIII

C/ORG 000

L-116/63

14 August, 1963

Confidential

To: Mr. Godfrey K. J. Amachree
Under-Secretary in charge of Congo Civilian Operations

From: A. C. Gilpin, Acting Chief, Civilian Operations

Subject: Letter from Prime Minister regarding aide-mémoire on Congo Aid Coordination

... Attached please find the letter from the Prime Minister to the Secretary-General, referred to in our cable D-365 of to-day's date, expressing his agreement with the aide-mémoire on Congo Aid Coordination.

cc: Mr. Dorsinville

C/ORG 000

13 August 1963

To: U Thant, Secretary-General, United Nations, New York

From: Max H. Dorsinville, Officer-in-Charge, ONUC, Léopoldville

Subject: Kasenga incident of 6 August 1963

With reference to our exchange of cables relating to the Kasenga incident of 6 August 1963, involving Provincial Liaison Officer, Major Munthe-Kaas, the air crew and two journalists, I am enclosing for your information "Le Progrès" of 9 August and the "Essor du Katanga" of 8 August, which give a pictorial account of the regrettable occurrence.

C/ORG 000

FT/in

Le 9 août 1963

Monsieur,

J'accuse reception de la lettre en date du 26 juillet 1963 que vous avez adressée au Secrétaire-général des Nations Unies pour lui demander de vous accorder un crédit de 5.000.000 FC. pour l'entretien de votre plantation. Je regrette de vous informer qu'il n'est pas possible de réserver une suite favorable à votre demande.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Brian E. Urquhart

Monsieur Tsongo Katanaba Jules
Via Butembo
Nord-Kivu
République du Congo

cc: Mr. Dorsinville

C

ORG 000

OJ/vmd

7 August 1963

To: U Thant, Secretary-General, United Nations

From: Max H. Dorsinville, Officer-in-Charge, ONUC

Subject: Anicet KASHAMURA

... I attach the text of a self-explanatory telegram which we received yesterday from our representative in Stanleyville. In my telegrams D-5 of 26 April, D-21 of 30 April, D-65 of 8 May and D-92 of 14 May addressed to Dr. Bunche, I have already outlined the main public features of Kashamura's return to political life in the Congo. The attached is the first indication we have received that he is interested in the formation of a new party. You will be aware that he was President of the CEREA party and as such was a collaborator of the late Patrice Lumumba, holding the post of Minister of Information and Cultural Affairs in the first government of the Congo. He was subsequently for a short while president of Kivu province, and later in the Gizenga government at Stanleyville. We may assume that his political activities continue to fall into a "nationalist" context.

RECEIVED VISIT TODAY FROM NATIONAL DEPUTY ANICET KASHAMURA. OBJECT OF VISIT PROTEST AGAINST HIS ARREST BY ANC AT BENI IN NORTH KIVU PROVINCE ON MILITARY ORDERS COMING FROM LEO. KASHAMURA INFORMED US THAT HE HAD BEEN ACCOMPANIED BY YOUNG EUROPEAN WOMAN OF FRENCH NATIONALITY BORN IN MOROCCO NAME OF MICHELLE ROSELLO. TO HIS KNOWLEDGE THE LATTER HAS NOT BEEN ARRESTED BUT KASHAMURA HOLDS CENTRAL GOVERNMENT RESPONSIBLE FOR HER SECURITY. KASHAMURA REFUSED TO GIVE US ADDRESS OF MICHELLE ROSELLO CLAIMING THAT HE DID NOT KNOW THE NAME OF EUROPEANS AT WHOSE HOME SHE LODGED AT BENI. WE HAVE ALSO ESTABLISHED THAT KASHAMURA HELD "ORDRE DE MISSION REGULIER" ISSUED BY CHAMBER OF DEPUTIES FOR STAN AND BUKAVU. KASHAMURA GAVE US TO UNDERSTAND THAT OBJECT HIS TOUR WAS TO INITIATE NEW PARTY NAMED "UNION DES FORCES POPULAIRES CONGOLAISES". ON ARRIVAL AT ONUC HEADQUARTERS STAN KASHAMURA WAS ACCOMPANIED BY TWO UNARMED ANC SOLDIERS WHO HAVE ORDERS TO ACCOMPANY HIM TO LEO. KASHAMURA ASKED US TO PROTEST AGAINST THIS MEASURE TO THE CHIEF OF THE CONGOLESE GOVERNMENT AND TO SECRETARY-GENERAL OF UNITED NATIONS. HE HANDED TO US HANDWRITTEN LETTER OF PROTEST WHICH WE ARE SENDING BY NEXT POUCH. WE HAVE BEEN AT PAINS TO POINT OUT TO KASHAMURA THAT WE COULD IN NO CIRCUMSTANCES INTERVENE IN CONGO'S INTERNAL AFFAIRS AND COULD ONLY TRANSMIT HIS PROTEST TO ONUC REPRESENTATIVE IN LEO.

c/ORG 000

L-105/63

Confidential

3 August, 1963

To: Mr. Godfrey K. J. Amachree
Under-Secretary in charge of Congo Civilian Operations

From: A. C. Gilpin, Acting Chief, Civilian Operations

Subject: OTRACO

... I attach, for your information, copy of an aide-mémoire regarding a meeting held on 1 August to discuss the future organisation of OTRACO. I will keep you informed of further developments on this question.

cc: Mr. Dorsinville

CONFIDENTIAL

Aide-mémoire

Meeting with Mr. Main of IBRD regarding OTRACO

1. In connection with a study being made here by technicians of the International Bank for Reconstruction and Development, a meeting was held on 1 August in which participated:

Mr. Lawrence, ONUC Economic Adviser to the Ministry of Plan and Industrial Devdopment
Mr. Boskovic, ONUC Chief Transport Adviser
Messrs. Gilpin and Brooks
Mr. Main, IBRD

2. Mr. Lawrence reported that, while Mr. Kamitatu, Minister of Plan and Industrial Development, was in Belgium discussing questions relating to the Common Market, the Belgian Government had made proposals concerning the future organization of OTRACO.

3. The main feature of these proposals was that, while the legal strucutre of OTRACO should be maintained, certain important functions should be assigned for an initial period of six years, to specially formed companies, with Belgian participation. The railway, Léopoldville to Matadi, and the branch line to Mayumbe, would be placed under the day-to-day direction of a company in which the Société Nationale des Chemins de Fer Belges and private Belgian and Congolese institutions would participate. Internal water transport would be placed under a company in which the Administrations Maritimes et Fluviales Belges and private Belgian and Congolese institutions would participate. OTRACO and the Congolese Government on the one hand, and, on the other, the CMB and CMC would form a company for the maintenance and repair of sea-going vessels and railway rolling stock. Maintenance and repairs of river transport would be put in the hands of CHANIC under conditions to be determined by the Congolese

Government and OTRACO. The Belgian Government would also provide technical assistance for river and port maintenance, mainly through the Administrations Belges de la Marine et des Ponts et Chaussées. The proposed companies would be formed under Congolese law and capital would be subscribed by the institutions concerned. A minimum dividend of 5% would be required, plus half any remaining profits. Their board of directors would be composed of equal numbers of Congolese and Belgians, plus two experts responsible for day-to-day management.

4. Mr. Kamitatu had reacted strongly against these proposals, as he had felt that they would put the OTRACO, a Congolese parastatal organisation, under the control of the Société Générale of Belgium. He would accordingly recommend their rejection by the Congolese Government and had made certain counter-proposals.

5. The Kamitatu proposals share the Belgian objective of reestablishing the principles of authority and technical responsibility capable of assuring the efficient operation of OTRACO. The Conseil d'Administration would include a number of technicians. Technical assistance for this and ~~all~~ other sectors of OTRACO would be provided by Belgium, and the Congolese Government would appeal to the European Common Market to provide a team of financial experts to be responsible for the financial management of OTRACO under the direction of the Conseil d'Administration. The European Common Market would also be requested to provide the necessary foreign exchange for acquiring new equipment.

6. Mr. Main recalled the recommendations of the International Bank mission which had visited the Congo in June 1962. They had attached particular importance to (a) establishment of a clear distinction between the Board of Directors and the Administration, i.e. with no common membership as at present; (b) the inclusion of experienced expatriate specialists in the Board and in the

Administration; (c) assignment of administrative responsibility and authority to expatriate technicians wherever necessary.

7. It was agreed that Mr. Lawrence, in consultation with Mr. Boskovic, would prepare a memorandum for Mr. Kamitatu setting out the considerations outlined above and, in particular, drawing attention to the conditions which the International Bank would regard as essential in connection with the balance of its pre-Independence loan.

Reg # 539 Rep. of Congo.

TSONGO Katanaba Jules
Planteur Personnel
à Manzeku-Mitnau
Via Butembo (Nord-Kivu)
Rep. du Congo.-

Goma, le 20 Juillet 1963.-

C/ORG 000

Monsieur le Secrétaire Général
du Conseil de la Sécurité de l'O.N.U.
à
N E W Y O R K (Etats Unis)

OBJET:
Demande de Crédit de
5.000.000,- F.C.

Transmis copie pour information à MM. :
- Le Représentant de l'O.N.U. au Congo à LEOPOLDVILLE.-
- Le Président de la République du Congo à LEOPOLDVILLE.-
- Le Premier Ministre à LEOPOLDVILLE.-
- Le Ministre des Affaires Etrangères à LEOPOLDVILLE.-
- Le Ministre des Affaires Economiques et Classes Moyennes à LEOPOLDVILLE.-
- Le Directeur Général des Affaires Economiques et Classes Moyennes à LEOPOLDVILLE.
- Le Président Provincial du Nord-Kivu à KIROTSHE.-
- Le Directeur Provincial des Classes Moyennes à KIROTSHE.-

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai l'honneur de solliciter de votre haute autorité de bien vouloir m'accorder un crédit de 5.000.000 FC. pour l'entretien de ma plantation de café et de papaïne. Dans le cas où ce crédit me serait accordé, il sera remboursable en 4 année de 125.000 FC. par année.-

Espérant que suite favorable sera donnée à la présente, veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de ma considération très distinguée.-

Votre dévoué
TSONGO Katanaba Jules.-

FT
any ideas?
BM.

C/OR Congo

UNITED NATIONS NATIONS UNIES

INTEROFFICE MEMORANDUM

TO: Mr. Max H. Dorsinville
Officer-in-Charge

Date: 22 July 1963

FILE NO.:

THROUGH:

FROM: Brian Urquhart

SUBJECT: Organization and Procedure of High Court of Justice
Creation of the Constitutional Court

..... I am enclosing for your information some observations prepared by the Legal Department on the bills on those subjects recently voted by the Congolese Parliament.

COMMENTAIRE

sur la Note du 3 juillet 1963 de Mr. D. Kokinopoulos au sujet du projet de loi relatif à l'organisation et à la procédure de la Haute Cour de Justice

---

A - La critique que la note en question, sub. 1 et 2, fait du projet-loi relatif à l'organisation et à la procédure de la Haute Cour de Justice, parait à l'examen mal fondée. Il est reproché en effet au projet-loi:

a. que les textes de ses articles 2,10 et 13 prêtent à confusion car il n'en résulte pas clairement s'il s'agit de la Cour d'Appel de Léopoldville ou de celle d'Elisabethville, toutes les fois qu'il est question de "la plus haute juridiction judiciaire" dont le président assumerait la présidence de la Haute Cour de Justice, le Procureur Général exercerait les fonctions du Ministère Public auprès de la Haute Cour de Justice, et les huissiers y rempliraient les fonctions d'huissiers audienciers.

Cette critique est certainement dûe à une inattention, car les textes en question précisent que la plus haute juridiction judiciaire dont il s'agit, est celle "instituée au siège des institutions nationales", c'est-à-dire à Léopoldville. Il s'agit partant dans toutes ces dispositions de la Cour d'Appel de Léopoldville (en attendant la création d'une Cour Suprême ou de Cassation) sans aucune confusion possible avec la Cour d'Appel d'Elisabethville, qui, elle, n'est pas "instituée au Siège des institutions nationales".

Il est à noter que suivant l'exposé des motifs, "cette "formule ("la plus haute juridiction judiciaire instituée au "siège des institutions nationales") un peu longue, a été em- "ployée avec intention. Il convenait en effet, d'utiliser une "expression qui puisse être utilisée dès maintenant, et qui "puisse aussi s'appliquer plus tard à la Cour de Cassation du "Congo, lorsque cette Cour sera créée."

b. Il est en outre reproché au texte de l'article 12, la même équivoque en ce qui concerne la détermination du Tribunal de première instance compétent, pour la mise en

détention préventive. Or, ici également, le texte précise qu'il s'agit du Tribunal de première instance "instituée au siège des institutions nationales", donc de celui de Léopoldville exclusivement.

B - La remarque faite sub. 3 de la note en question, relativement à la procédure de désignation des juges congolais de la Haute Cour de Justice, est bien fondée.

En effet, la procédure prévue par l'article 4 ne convient plus dans les circonstances actuelles. Cet article, conçu au moment où le pays ne comptait que six provinces, dotées chacune d'une assemblée provinciale, et ayant dans son chef lieu un tribunal de première instance, prescrit une procédure assez compliquée pour le choix par chaque assemblée provinciale de trois juges congolais, sur une liste préparée par le président du tribunal de première instance, contenant les noms de tous les juges congolais de son ressort. Sur la liste des juges choisis par les assemblées provinciales, le Président de la Haute Cour tire au sort les noms de six juges titulaires et de six juges suppléants.

Maintenant que le pays compte plus de vingt provinces, alors que le nombre des tribunaux de première instance demeure six, cette procédure n'est plus praticable. D'ailleurs, la Haute Cour de Justice étant une institution nationale, la participation directe des assemblées provinciales à la désignation de ses juges n'a pas de raison d'être. Le système de la désignation de cette catégorie de juges de la Haute Cour, par tirage au sort, peut être plus facilement mis en pratique en y procédant de la manière prescrite par cet article, sur une liste fournie par le Ministère de la Justice contenant les noms de tous les juges congolais de tous les tribunaux de première instance et de district.

C - Une autre observation importante à laquelle se prête le projet de loi, n'a pas été mentionnée dans la note en question. Il s'agit de l'article 26 relatif aux recours dont les arrêts de la Haute Cour de Justice seraient susceptibles et qui dispose que:

"Les arrêts de la Haute Cour <u>sont susceptibles</u> d'appel ou (sic) de pourvoi en cassation".

Le texte de cet article dans le projet soumis aux Chambres, prévoyait exactement le contraire, Il énonçait que:

" Les arrêts de la Haute Cour ne sont susceptibles ni d'appel ni de pourvoi en cassation".

Cette disposition originelle du projet est la seule compatible avec la nature dé la Haute Cour et sa composition. D'ailleurs, dans tous les pays où il y a une juridiction semblable, les arrêts de cette juridiction sont définitifs. Il y a lieu également de relever à ce propos, que l'organisation judiciaire du Congo ne comporte pas encore de Cour de Cassation. Dans ces conditions, la modification apportée par les Chambres à cet article, qui en renverse le sens, est peu heureuse et entrave considérablement la bonne marche de la mission spéciale confiée à la Haute Cour.

Les Autorités compétentes de la République du Congo, ont été déjà mises au courant de ces défauts du projet de loi, et il leur a été suggéré, dans une consultation du 1er août 1963 relative à ce sujet, qu'étant donné l'impossibilité sous l'empire de la Loi Fondamentale, de demander aux Chambres une nouvelle délibération, la promulgation de cette loi, telle que les Chambres l'ont votée, s'impose malgré ses défauts. L'exécution des lois étant du ressort de l'exécutif, et cette loi se prêtant mal, en l'état, à une exécution saine, le Gouvernement peut remettre son exécution, tout en présentant aux Chambres, dans le plus bref délai possible, un projet de loi modifiant les articles 4 et 26.

S. Laurent
Conseiller Juridique Principal

Le Conseiller Juridique
Gamal Moursi Badr

Léopoldville, le 3 septembre 1963

Dr. Gorse, e.i.

C/ORG 000

15 July 1963

To: Mr. Brian E. Urquhart, OUSSPA

From: Max H. Dorsinville, Officer-in-Charge, ONUC

Subject: United Nations Documentation for the Congolese Parliament

With reference to your memorandum of 11 July on the above subject, the documents in question should be addressed to

M. René Capitaine,
Service de Documentation,
Parlement Congolais,
Palais de la Nation,
LEOPOLDVILLE/Kalina,
République du Congo.

C/ORG 000

15 July 1963

To: Mr. Brian E. Urquhart, OUSSPA

From: Max H. Dorsinville, Officer-in-Charge, ONUC

Subject: United Nations Documentation for the Congolese Parliament

With reference to your memorandum of 11 July on the above subject, the documents in question should be addressed to

M. René Capitaine,
Service de Documentation,
Parlement Congolais,
Palais de la Nation,
LEOPOLDVILLE/Kalina,
République du Congo.

C/ORG 000

UNITED NATIONS NATIONS UNIES

NEW YORK

CABLE ADDRESS · UNATIONS NEWYORK · ADRESSE TELEGRAPHIQUE

FILE NO.:

11 July 1963

To: Mr. Max H. Dorsinville
Officer-in-Charge, ONUC

From: Brian E. Urquhart BEU

Subject: United Nations Documentation for the Congolese Parliament

With reference to your D-273 and our 4609 indicating agreement, it would be appreciated if the precise addressee for the documents destined for the Congolese Parliament could be provided as this is required by the Documents Distribution Service here.

C/ORG 000

AJJ/vmd

6 July 1963

To: Dr. Ralph J. Bunche, Under-Secretary for Special Political Affairs

From: Max H. Dorsinville, Officer-in-Charge, ONUC

Subject: "La Voix du Katanga"

... 1. I enclose herewith an article from "La Voix du Katanga" which is now a daily paper appearing alongside the "Essor du Katanga" and the "Echo du Katanga" in Elisabethville. Its editor is Rudolph Yava, once a staunch member of the Conakat, now Minister of Foreign Commerce in the Central Government who, in spite of his new functions, continues to repeat parrot-fashion the anti-American and anti-UN slogans learned during the secession period.

2. Since becoming Minister of Foreign Commerce in the Central Government, Yava has been trying his best to get the Office de Licences detached from the Monetary Council to come under his Ministry and has of course encountered strong opposition to this scheme. He is thus all the more eager to voice the popular hue and cry against the Monetary Council which is described as the symbol of UN and US tutelage.

3. Yava's influence in Elisabethville is reported to be on the decline. He is regarded as belonging to the Katangese "Old Guard" by such people as Kapwasa, President of the Legislative Assembly.

C/ORG 000

5 July 1963

To: The Secretary-General,
United Nations, New York

From: Max H. Dorsinville,
Officer-in-Charge, ONUC, Leopoldville

With reference to my unnumbered cable A of
..... 30 June 1963 I enclose for your information the text of
the official announcement made on 29 June 1963 by the
Central Government concerning the recognition of the
Angolan revolutionary Government in exile, as well as
..... that of the statement made by Mr. Roberto Holden during
a press conference on 4 July 1963.

UNITED NATIONS NATIONS UNIES

INTEROFFICE MEMORANDUM

TO: M. O. Schachter, Directeur,
Division des questions juridiques générales

Date: 3 juillet 1963

FILE NO.:

THROUGH:

FROM: D. Kokinopoulos

SUBJECT: Projet de loi relatif à l'organisation et à la procédure de la Haute Cour de Justice de la République du Congo

Référence: Memorandum du chef de mission de l'ONUC, M. M.H. DORSINVILLE au Dr. R. BUNCHE, Sous-Secrétaire aux Affaires politiques spéciales.

Le projet de loi en rubrique avait été préparé avec ma collaboration au printemps de 1962, à une époque où la secession du Sud-Katanga n'était pas encore terminée et où les provinces du Congo s'élevaient au nombre de 6 (y compris celle du Nord-Katanga); En outre, le territoire de ces provinces constituait, en même temps, le ressort des 5 Tribunaux de première instance de la République du Congo, siégeant dans la capitale de chaque province, sauf la province du Nord-Katanga dont les juridictions (Tribunaux de district) dépendaient du Tribunal de première instance de Bukavu (Kivu). Or, à la suite de l'intégration du Sud-Katanga dans la république du Congo ainsi que de la création de nombreuses nouvelles provinces (17 ou 19) qui a été obtenue par le morcellement des anciennes grandes provinces, sans modification de l'organisation judiciaire en vertu de laquelle continuent à fonctionner en tout six Tribunaux de première instance (à ajouter aux cinq précédents, celui d'Elisabethville), dont le ressort est resté le même, à savoir celui de la province originaire, les commentaires suivants s'imposent sur le projet de loi en question.

1. La loi fondamentale du 19 mai 1960 (article 40) prévoyait la composition de la Haute Cour de Justice, destinée à juger les ministres mis en accusation par les chambres législatives, par la Cour de Cassation de Bruxelles. La compétence d'une juridiction étrangère ayant été, avec raison, jugée incompatible avec la souveraineté du nouvel Etat du Congo, le projet de loi de l'organisation de la Haute Cour de Justice - qui devait compléter la loi constitutionnelle modifiant la loi fondamentale et supprimant la compétence de la Cour de Cassation belge - attribuait la compétence dont il s'agit à la plus haute juridiction judiciaire du pays, qui, à cette époque, était la Cour d'Appel de Léopoldville, seule Cour d'Appel de la République du Congo, étendant sa juridiction sur tout le territoire contrôlé par le gouvernement central, à l'exception notamment du Sud-Katanga où siégeait la Cour d'Appel d'Elisabethville.

Cependant, l'annexion du Sud-Katanga et l'intégration dans les institutions judiciaires de la République de celles de cette province, y compris la Cour d'Appel de la capitale de celle-ci, pose le problème de l'existence de deux Cours d'Appel, juridictions du même degré, sans juridiction supérieure et ce jusqu'à la création de la Cour de Cassation ou Cour Suprême Congolaise.

Dans ces conditions, les articles 2, 10 et 13 du projet de loi, qui attribuent la compétence de la composition de la Haute Cour à la plus haute juridiction judiciaire instituée au siège des institutions nationales, créent une confusion naissant de l'existence actuelle de deux hautes juridictions judiciaires du même niveau. Les articles en question devraient donc être modifiés afin qu'ils stipulent expréssement la compétence de la Cour d'Appel de Léopoldville, sauf si le fonctionnement de la Cour d'Appel d'Elisabethville a été suspendu jusqu'à la formation de la Cour de Cassation, comme il en était d'ailleurs question, avant mon départ du Congo.

No confusion possible

2. L'article 12 prête aussi à confusion, car il n'indique pas lequel des Tribunaux de première instance (entre les 6 en fonction) est compétent en matière de détention préventive, notamment si c'était celui de Léopoldville seul ou chacun des autres aussi en raison par exemple de la résidence de l'accusé ou en raison d'un autre critère.

id.

3. L'article 4 fixe la procédure de la désignation des candidats et des tirages au sort de 6 juges congolais de la Haute Cour. La procédure débute par une liste transmise par le Président de chaque tribunal de première instance au Président de l'Assemblée Provinciale dont le siége et la circonférence de ses attributions correspondaient auparavant au siège et au ressort du Tribunal de première instance. Actuellement, le morcellement des anciennes provinces en de nombreuses nouvelles provinces rend pratiquement impossible l'application de la procédure de l'article 4, car non seulement le ressort de chaque tribunal de première instance comprend plusieurs nouvelles provinces, mais quelques unes de celles-ci occupent des territoires appartenant à deux, parfois même trois, je crois, ressorts de Tribunaux de première instance. Par ailleurs, ainsi qu'il ressort des autres documents transmis par M. Dorsinville, la fixation du nombre et des limites des nouvelles provinces est loin d'être encore terminée. Process is now finished.

?

NO!

Toutes ces nouvelles circonstances imposent évidemment la modification de la procédure de l'article 4. Je ne peux pas me permettre de faire des suggestions au sujet de cette modification, car la décision du gouvernement à cet effet peut dépendre de facteurs que j'ignore et qui pourraient éventuellement avoir un caractère tribal ou politique.

En décembre 1962, lorsque le projet de loi avait été présenté au Parlement, je n'ai pas été consulté. Cependant, l'ayant su, j'avais signalé au Ministère de la Justice la nécessité de la modification de certaines dispositions du texte.

DRAFT

31 July 1963

To: Mr. R. Gorgé, Principal Legal Adviser

From: Charles Taff and Z.F. Marcella

Subject: Comments on Mr. Kokinopoulos' memorandum of 3 July 1963 concerning "Projet de loi relatif à l'organisation et à la procédure de la Haute Cour de Justice de la République du Congo

1. In his memorandum of 3 July 1963 Mr. Kokinopoulos makes two criticisms of the recently-adopted law dealing with the "Haute Cour de Justice." Mr. Kokinopoulos points out that in several Articles reference is made to the "plus haute jurisdiction judiciaire". He goes on to say that as there is at present ~~in~~ a Court~~s~~ of Appeals both in Leopoldville and Elisabethville, this clause is ambiguous since either of these two courts are qualified as being of the highest judicial jurisdiction. Secondly, Mr. Kokinopoulos claims that procedures laid down in Article 4 for the election of the six judges and alternates will be difficult to carry out administratively by reason of the fact that the six former provinces of the Congo have been abolished.

2. As regards the first point made by Mr. Kokinopoulos, we think it sufficient to point out that the phrase "plus haute jurisdiction judiciaire" is immediately followed by "instituée au siège des institutions nationales". As the seat of the national institutions is in Leopoldville, we do not consider there is any possibility of the clause in question being interpreted to include the Court of Appeals of Elisabethville.

3. Mr. Kokinopoulos' criticism of Article 4 is based on the fact that the procedure for election of the judges and alternates presupposes the existence of a Tribunal de Première Instance in each of the provinces, as was the case when the six former provinces existed, each of which had a Tribunal de Première Instance with a resort co-equal to that of the province. Now that the six provinces have been abolished it will be administratively impossible to carry out the procedure. Generally, we agree with this observation, but it should not, in our opinion, be taken as a serious objection to Article 4, as we understand that a law establishing a Court of First Instance in each of the new provinces has already been prepared and is expected to be acted upon at an early date. As soon as that law comes into effect, the procedures set forth in Article 4 will be able to be put into effect.

23/8

Official announcement made on 29 June 1963 by the Central Government concerning the recognition of the Angolan revolutionary Government in exile :

"Considérant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes,

Soucieux d'apporter sa contribution pour hâter la décolonisation du continent africain,

Désireux de traduire dans les faits les recommandations de la Conférence d'Addis-Abéba,

Conscient de la responsabilité qui lui incombe dans ce domaine de par sa situation géographique,

Estimant que le vaillant peuple angolais a démontré par deux années de lutte sa détermination à acquérir son indépendance,

Constatant la persistance du Gouvernement Portugais à mener une politique condamnée par le sens de l'histoire, l'opinion mondiale et les hautes instances internationales,

Notant que le récent appel fait à ce Gouvernement pour reconsidérer cette attitude est resté sans effet,

La République du Congo-Léopoldville a décidé de reconnaître de jure à partir de ce jour le Gouvernement Révolutionnaire de l'Angola en exil et de lui apporter toute aide et assistance en vue d'arriver à la concrétisation des aspirations patriotiques et légitimes de son peuple."

Official announcement made on 29 June 1963 by the Central Government concerning the recognition of the Angolan revolutionary Government in exile :

"Considérant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes,

Soucieux d'apporter sa contribution pour hâter la décolonisation du continent africain,

Désireux de traduire dans les faits les recommandations de la Conférence d'Addis-Abéba,

Conscient de la responsabilité qui lui incombe dans ce domaine de par sa situation géographique,

Estimant que le vaillant peuple angolais a démontré par deux années de lutte sa détermination à acquérir son indépendance,

Constatant la persistance du Gouvernement Portugais à mener une politique condamnée par le sens de l'histoire, l'opinion mondiale et les hautes instances internationales,

Notant que le récent appel fait à ce Gouvernement pour reconsidérer cette attitude est resté sans effet,

La République du Congo-Léopoldville a décidé de reconnaître de jure à partir de ce jour le Gouvernement Révolutionnaire de l'Angola en exil et de lui apporter toute aide et assistance en vue d'arriver à la concrétisation des aspirations patriotiques et légitimes de son peuple."

O.N.U.C.
SERVICE D'ÉCOUTE RADIOPHONIQUE
O.P.I.

n° 15509 R.N.C.
Vendredi 5 Juillet 1963 6.30 Français

1° Conférence de presse de M. Roberton Holden
Chef du gouvernement angolais en exile à Léopoldville

Messieurs les membres de la presse,
Il m'est toujours agréable de prendre contact avec vous , car je sais votre rôle dans l'information de l'opinion publique. Je vous remercie d'avoir répondu à mon invitation. Une fois de plus, la République du Congo-Léopoldville vient de donner la preuve de solidarité avec l'Angola combattante n'est pas de pure forme(?). Après avoir acceuilli nos refugiés et offert l' hospitalité à notre armée de libération,et au début de ses propres difficultés,elle vient de reconnaitre le gray(?) et de permettre nos troupes de défiler dans la capitale. Nous avons pu apprécier à cette occasion, à sa juste valeur, la sylpathie du peuple congolais pour notre cause. Qu'il sache que nous avons été très sensibles à son élan spontané à l'égard de nos combattants qui illustrent cette sympathie pour notre cause et sa fraternité avec notre peuple. Ces initiatives de la République du Congo sont sans précédent dans l'histoire de la lutte africaine, ne manqueront pas d'avoir des profondes repercussions sur l'évolution du problème angolais.Elles renforcent notre peuple dans sa conviction qu'il n'est pas seul dans le combat libérateur et que les frères épousent la cause et se tiennent à ses côtés. Cela ne manquera pas de stimuler notre combativité et d'accroitre notre détermination à mener la lutte jusqu'à la victoire. Le défilé de nos troupes à Léopoldville à l'occasion du troisième anniversaire de l'indépendance du Congo aura permis de montrer le vrai visage de l'Angola combattante. Ainsi se trouve détruit le mythe entretenu par le Portugal, selon lequel,tout va pour le mieux dans le meilleur du monde en Angola et que notre révolution est sans consistance et n'a pas d'assises populaires. L'attitude de la République du Congo dansl'affaire angolaise prouve également que la solidarité africaine est désormais une réalité avec laquelle on peut compter. La mise à la disposition des mouvements africains de libération d'un bâtiment à Léopoldville qui portera le nom de la "Maison des Nationalistes Africains" par le gouvernement congolais, la contribution des pays africains aux frais d'assistance aux nationalistes, créées par la conférence d'Addis Abeba, la réunion à Dar-el Salem du comité de coordination chargé de répartir cette assistance en sont les preuves tengibles Nous sommes heureux que cete phase de la solidarité africaine soit intervenue au moment où notre lutte s'est passionnée.
Pendant deux ans, nous avons dû soutenir une lutte, dans des conditions particulièrement difficiles , mais ni la repression, ni la torture n'ont empêché ni la détermination, ni la foi de notre peuple. Partout, dans les villages, dans nos villes, dans nos jeunes, nous disputons pied à pied à la conquête du territoire national. Nous n'avons négligé aucun facteur pour que notre lutte soit la plus efficace et la plus.... impossible.
C'est dans cet esprit que nous avons crée le Front National de Libération de l'Angola. Depuis sa constitution,nous avons clairement affirmé qu'il

.....

n° 15509 (suite)

ne s'agissait pas d'un bloc fermé, cela ne souffit pourtant pas, nous accepterons n'importe quelle condition, ceux qui veuelent s'adjoindre à nous. Nous toujours refusé tous les préalables, notamment le préalable de la dissolution du Front. Car cela remettait en question ce que nous avons acquis dans notre lutte ou tout au moins la retarder considérablement. Aujourd'hui, moins que jamais, nous le pouvons, car ce serait trahir le pays qui nous a témoigné sa solidarité de façon éclantante. Aujourd'hui, je tiens à réaffirmer que les portes du Front sont largement ouvertes à ceux qui veuelent tenir le même langage que nous, ce langage qui est celui de la légitime violence tant que les autorités portugaises persisteront dans leur entetement, tout en poursuivant le combat, l'unité des mouvements angolais nous préoccupe au premier plan. Nous voulons que cette unité résulte du souffle unificateur dont parlait notre frère le regretté Fras Fano(?)"ce souffle que l'on atteint après avoir partagé les mêmes espoirs et affronté les mêmes dangers. Toutes d'autres unités, imposées par des circonstances suscitées par des intérêts ou des convoitises ne peuvent résister à l'épreuve du temps. S'agissant de l'avenir d'un peuple,on comprendra aisément que nous voulons nous entourer des toutes les garanties afin que les Angolais se trouvent un jour pendant ou après leur lutte pour l'indépendance,liés par l'écoulement d'une unité ...Ce qui importe aujourd'hui c'est d'intensifier la lutte. Au nom des nos frères tombés dans les combats, au nom des veuves et des orphelins qui sont restés, au nom des nos familles errantes sur les routes de l'exile, nous renouvelons le serment de poursuivre sans relache et sans fecule jusqu'à la satisfaction des espérances légitimes de notre peuple, la lutte que nous menons . Tout en menant la lutte, nous demeurerons disposés à chercher par tous les moyens,une solution pacifique aux problèmes angolais dans le cadre de notre droit à l'auto-détermination, condition indispensable au retour de la paix. Mais toutes manoeuvres visant à maintenir la domination du Portugal sur notre pays, par des voies détournées telles que des réformes inouciantes ou des éléctions discriminatoires, ne touchant qu'une minorité déterminée, n'apporteront aucune solution aux problèmes angolais. Telle a toujours été notre position. Nous voulons l'indépendance, mais pas n'importe quelle indépendance. Nous voulons l'unité, mais n'importe quelle unité. Nous poursuivons notre chemin loin de toute démagogie ; nous n'épargnerons aucun effort pour le bien-être de notre peuple. Nous n'échaperons aucune occasion pour apaiser sa souffrance, mais nous ne pouvons, en aucun cas,renier les principes qui ont toujours guidé notre lutte. Ce serait trahir les martyrs, ignorer les aspirations profondes des Angolais et désavouer notre peuple. Depuis deux ans, ce peuple nous a écouté et nous a suivi. Nous le remercions de la confiance totale qu'il a passée en nous. Toutes nos actions ont été seront encore dominée par le souci de cette lourde responsabilité. Fort de notre bon droit et de l'appui unanime de notre peuple, combattant, nous ne doutons pas que tôt ou tard, la cause de l'Angola triomphera". (W.O.)

original faxed to NY 6/7/1963 GM

CONFERENCE DE PRESSE DE Mr. HOLDEN ROBERTO
Président du Gouvernement Révolutionnaire
de l'Angola en Exil le 4 juillet 1963.-

Messieurs les membres de la Presse,

Il m'est toujours agréable de prendre contact avec vous, car je sais votre rôle dans l'information de l'opinion publique. Je vous remercie d'avoir répondu à notre invitation.

Messieurs les membres de la Presse,

Une fois de plus la République du Congo Léopoldville vient de donner la preuve que sa solidarité avec l'Angola combattante n'est pas de pure forme.

Après avoir accueilli nos refugiés et offert l'hospitalité à notre armée de liberation, elle vient de reconnaître le GRAE et de permettre à nos troupes de défiler dans sa capitale.

Ces initiatives sans précédent dans l'histoire de la lutte Africaine ne manqueront pas d'avoir de profondes repercussions sur l'evolution du problème Angolais.

Elles renforcent notre peuple dans sa conviction qu'il n'est pas seul dans le combat libérateur et que des frères épousent sa cause et se tiennent à ses côtés.

Cela ne manquera pas de stimuler notre combativité et d'accroître notre détermination à mener la lutte jusquà la victoire.

Le défilé de nos troupes à Léopoldville à l'occasion du 3ème anniversaire de l'indépendance du Congo aura permis de montrer le vrai visage de l'Angola combattante.

Ainsi se trouve détruit le mythe entretenu par le Portugal selon lequel tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes en Angola et que notre révolution est sans consistance et n'a pas d'assises populaires.

L'attitude de la République du Congo Léopoldville dans l'affaire Angolaise prouve également que la solidarité Africaine est désormais une réalité avec laquelle il faut compter.

.../...

La mise à la disposition des mouvements Africains de libération d'un bâtiment à Léopoldville - qui portera le nom de la "Maison des Nationalistes Africains " - par le Gouvernement Congolais, la contribution des pays Africains au Fonds d'Assistance aux nationalistes crée par la Conférence d'Addis-Abeba, la réunion à Dar-Es-Salaam du Comité de Coordination chargé de repartir cette assistance en son les preuves tangibles.

Nous sommes heureux que cette phase de la solidarité Africaine soit intervenue au moment où notre lutte s'est affirmée.

Pendant deux ans, nous avons du soutenir une lutte dans des conditions particulièrement difficiles, mais ni la repression, ni les tortures n'ont entamé ni la détermination ni la foi de notre peuple.

Partout dans nos villages, dans nos forêts, dans nos campagnes et dans nos jungles, nous disputons pied à pied la reconquête du territoire national.

Nous n'avons négligé aucun facteur pour que notre lutte soit la plus efficace et la plus cohérente possible.

C'est dans cet esprit que nous avons crée le Front National de Libération de l'Angola. Dès sa constitution nous avons clairement affirmé qu'il ne s'agissait pas d'un club fermé.

Aujourd'hui encore, je réaffirme que les portes du FNLA sont largement ouvertes à tous ceux qui veulent utiliser le même langage que nous, c'est-à-dire la légitime violence tant que les autorités portugaises persisteront dans leur entêtement.

Tout en poursuivant le combat, l'unité des mouvements politiques Angolais nous préoccupe au plus haut point.

Nous voulons que cette unité résulte du "souffle unificateur" dont parlait notre frère le regretté Franz Fanon, ce souffle que l'on atteint après avoir partagé les mêmes espoirs et affronté les mêmes dangers.

Toute autre unité, imposée par des circonstances, suscitée par des intérêts ou des convoitises ne peut résister à l'épreuve du temps.

S'agissant de l'avenir d'un peuple, on comprendra aisement que nous voulons nous entourer de toutes les garanties afin que les Angolais ne se trouvent pas un jour - pendant ou après leur lutte pour l'indépendance - minés par l'écroulement d'une unité factice.

Ce qui importe aujourd'hui c'est d'intensifier la lutte.

Au nom de nos frères tombés dans le combat, au nom des veuves et des orphélins qu'ils ont laissés, au nom de nos familles errantes sur les routes de l'exil, nous renouvelons le serment de la poursuivre sans relache et sans répit jusqu'à la satisfaction des aspirations légitimes de notre peuple.

Tout en menant la lutte, nous demeurons disposés à rechercher par tous les moyens une solution pacifique au problème Angolais dans le cadre de notre droit à l'auto-détermination, condition indispensable au retour de la paix.

Mais toute manoeuvre visant à maintenir la domination du Portugal sur notre pays par des voies détournées telles que des reformes insignifiantes ou des élections discriminatoires ne touchant qu'une minorité déterminée, n'apportera aucune solution au problème Angolais.

Telle a toujours été notre position. Nous voulons l'indépendance, mais pas n'importe quelle indépendance. Nous voulons l'unité mais pas n'importe quelle unité.

Nous poursuivrons notre chemin loin de toute demagogie. Nous n'épargnerons aucun effort pour le bien de notre peuple, nous ne laisserons échapper aucune occasion pour abréger ses souffrances. Mais nous ne pouvons, en aucun cas, renier les principes qui ont toujours guidé notre lutte. Ce serait trahir nos martyrs, ignorer les aspirations profondes des Angolais et désavouer notre peuple.

Depuis deux ans, ce peuple nous a écoutés et nous a suivis. Nous le remercions de la confiance totale qu'il a placée en nous. Toutes nos actions ont été et seront toujours dominées par le souci de cette lourde responsabilité.

Forts de notre bon droit et de l'appui unanime de notre peuple combattant, nous ne doutons pas que tôt ou tard, la cause de l'Angola triomphera.

SHA/ACG/mep

CIV.OPS./479/63
ORG 130/1

4 July, 1963

Dear Mr. Tavares,

Thank you for your letter of 18 June regarding Mr. Erskine Childers. Mr. Childers has been here for about two weeks now, and is tackling his assignment with great skill and enthusiasm. We are delighted to have him and are keenly looking forward to the results of his work. His programme has been worked out by Mr. Ahmed, who has asked all concerned in Civilian Operations to give him their full cooperation.

Mr. Ahmed has indicated to me that the time alloted to Mr. Childers is short in relation to the magnitude of the job. He will discuss with Mr. Childers the possibility of his writing the preliminary draft of his report in Leopoldville, and reserve the duration of his stay in New York for final discussions.

With kindest regards,

Yours sincerely,

M. Dorsinville
Officer-in-Charge

Mr. H. Tavares de Sá
Under-Secretary for Public Information
United Nations Headquarters
New York

cc: Mr. Ahmed

ROUTING SLIP

TO

Mr. Dorsinville

	APPROVAL		NOTE AND RETURN
	SEE ME, PLEASE		YOUR COMMENTS
	YOUR SIGNATURE		YOUR INFORMATION
	NOTE AND FILE		FOR ACTION

For your information

DATE	FROM
3.7.63	S. Habib Ahmed Chef des Opérations civiles

C/ORG 000

OUTGOING MESSAGE

CODE - RESTRICTED

TO: Amachree, New York

FROM: Ahmed, Leo

DATE: 2 July 1963

No.: ONUC-

Minister of Interior has formally approved our proposal for starting a National Police School at Matete and has asked that the school be opened by 1 September 1963. Buildings at Matete are considered suitable and with necessary repairs and alterations required can be ready by 1 September 1963.

Minister has also approved proposal for the recruitment of police officers for provinces and has asked that duration of their contrat be extended to 24 months, not only to permit a greater period of overlap with officers-trainees of police college, but also to give the international police officers some time to study Congolese laws and regulations for effective accomplishment of their mission.

Minister considers particularly important the provision of transport and communications equipment for police officers and facilities for maintenance.

Nigerian Ambassador, at my request, has again made representations to the Nigerian Government for the services of Keasor for the post of Director of Police training school. No information has been recei ved on Nigerian Government's proposal on the form and manner in which they would assist the Congo in police training. Discussions with Nigerian Ambassador

have however indicated that pending availability of a minimum of Nigerian police officers with basic knowledge of French, Nigerian Government might limit its immediate assistance to granting fellowships to officers-trainees at the police college for practical observation in Nigeria.

We request that approval be accorded for our proceeding with starting of the Police College and to assign police officers to provinces as suitable candidates become available. It is also requested that, for budget purposes, this assistance be considered as part of ONUC operations till such time as bilateral assistance becomes available, either from Nigeria or U.S. Government, or from both.

C/DCG 000

UNITED NATIONS NATIONS UNIES

INTEROFFICE MEMORANDUM

TO: Mr. Max H. Dorsinville
Officer-in-Charge
ONUC, Leopoldville

Date: 2 July 1963

FILE NO.:

THROUGH:

FROM: Brian Urquhart

VIA POUCH

SUBJECT: Force Regulations

..... Please find enclosed copies 30-33 of the Regulations for the United Nations Force in the Congo, dated 27 May 1963.

1Cy 12900 Mr. Gorgé — 652

Mr. Taft.